

Barta

LA LUTTE DE CLASSES n° 47 (spécial)

8 mai 1945

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! LA LUTTE DE CLASSES Organe de l'Union Communiste (IVème Internationale).
n° 47 (spécial) - Troisième année -*

DE QUI L'INDOCHINE DOIT-ELLE SE LIBERER ?

Depuis que l'impérialisme américain a mis à l'ordre du jour le "trusteeship", moyen par lequel celui-ci veut s'assurer le contrôle des colonies du monde entier, le gouvernement français a "révélé" ses intentions de transformer l'ancien système colonial en une "Union française". Les capitalistes français cherchent, face aux revendications de l'impérialisme américain, à rallier les ouvriers français à une politique colonialiste "style nouveau", celle du "bon patron", du "bon collaborateur". Cette propagande, qui concerne surtout l'Indochine ne représente cependant qu'une nouvelle hypocrisie, parce que ce n'est pas au moyen de phrases nouvelles qu'on peut changer quelque chose à un système qui, pour être "amélioré", demande à être *aboli*.

Le mot même de colonisation est synonyme de *surexploitation*, de *vol* et de *terreur*. C'est sur *cette* base que l'impérialisme fonde sa force. C'est de là aussi qu'il tire les surprofits à l'aide desquels il corrompt les "chefs" du mouvement ouvrier officiel, et entretient le lourd et coûteux appareil de répression que les travailleurs de la Métropole voient se dresser devant eux dès qu'ils entrent en lutte contre leurs exploiters.

Ce que les capitalistes ont fait en Indochine

En occupant le pays, ils ne l'ont pas élevé en bloc à un niveau de vie et de culture supérieur. Bien au contraire, ils ont pris sous leur protection et se sont appuyés sur la couche exploiteuse indigène la plus haïe et la plus rétrograde : la féodalité, toute puissante chez les peuplades arriérées du Laos et du Cambodge, et dont les restes, en pays annamite, ont été préservés de la liquidation complète par l'administration française.

Directement et par son intermédiaire, les capitalistes français pressurent et écrèment le pays de ses richesses. Les bénéfices qu'ils en extraient sont tels qu'il leur est possible de céder des "miettes" importantes à cette mince couche indigène privilégiée dont ils ont fait une bande de gouverneurs, d'administrateurs et de fonctionnaires-bureaucrates, valets de l'impérialisme, formant ce qu'on appelle le *mandarinate*.

En qualité de mandarins, ils défendent les intérêts de leurs puissants maîtres et soutiens, et leurs intérêts propres, ceux des propriétaires fonciers.

La vie du peuple.

La classe laborieuse indochinoise se trouve ainsi doublement exploitée, l'exploitation capitaliste sans frein venant s'ajouter à l'exploitation terrienne féodale. Aussi, comme celle de tous les autres peuples coloniaux, a-t-elle un standard de vie *bien inférieur au minimum vital*.

Ainsi un ouvrier agricole ne gagne qu'un litre de riz ou 1 franc par journée de travail de 12 heures – rien de plus, sauf un "repas" à midi pour chaque journée de travail effective, et un lopin de terre avec une habitation misérable fourni par le propriétaire.

Le paysan ne peut tirer de l'exploitation de sa parcelle de quoi se nourrir et se vêtir, s'il veut payer ses impôts : impôt individuel de 35 frs, ce qui représente un mois de travail, impôt sur le "revenu", taxe sur chaque pied de tabac, sur chaque oranger, etc... qui frappe d'autant plus lourdement l'exploitation agricole qu'elle est plus petite. Et s'il survient une inondation (assez fréquente dans le delta tonkinois), si la récolte est ravagée, mais que la bicoque ne s'en aille pas complètement à l'eau et que son buffle (le cheval en France) lui reste, il faudra que le petit paysan trime encore plus dur pour payer quand même ses impôts, pour éviter la perquisition, la confiscation de ce qui lui reste ou l'emprisonnement.

La situation des ouvriers n'est pas moins terrible. Ceux des plantations de caoutchouc, thé et café, sont pour la plupart nourris et logés par les patrons dans la dépendance complète desquels ils sont ainsi placés. La maladie les frappe d'autant plus durement que les régions de plantations sont de climat très dangereux, surtout pour des travailleurs sous-alimentés.

L'ouvrier d'usine spécialisé gagne de 5 à 10 frs par jour mais il y en a bien peu. La plupart sont des ouvriers non spécialisés dont le salaire ne dépasse pas 2,50 à 3 frs maximum par jour. Quant à l'ouvrière, *avec 1,50 fr par journée de travail de plus de 10 h*, elle doit pour vivre chercher à compléter ce salaire dérisoire. Hanoï, capitale du Tonkin, est ainsi renommé... pour sa place au 4ème rang dans le monde, dans le "domaine" de la prostitution ! Voilà la civilisation colonisatrice à l'oeuvre...

Mille extorsions s'abattent sur la population, dont les plus connues sont peut-être celles découlant de la régie *du sel* et de celle de *l'alcool*.

Tout le sel exploité est vendu *obligatoirement* à l'Etat, au prix de 20 centimes ou 30 centimes le kilo, et celui-ci le revend 70 centimes à la population – y compris à l'ouvrier des salineries. Comment appeler cela autrement que de l'escroquerie ? La population n'a pas non plus le droit de fabriquer de l'alcool de riz pour sa consommation. Un service de douane spécial a été formé pour la lutte contre la fabrication en fraude, et le fraudeur doit payer une amende bien supérieure à tous ses biens. Pourquoi cela ? C'est que l'alcool de riz est vendu à la population à des tarifs "rémunérateurs" par l'administration française qui, dans certaines régions, oblige les autorités indigènes à écouler des quantités d'alcool arbitrairement fixées.

Voilà encore la colonisation civilisatrice à l'œuvre...

Le régime intérieur.

La terreur policière complète et maintient ce régime d'exploitation sans borne. Un Indochinois n'a pas le droit de circuler librement dans son pays et les voyages à l'étranger ne sont autorisés que par faveur, après un sérieux examen de la vie du candidat – sauf lorsque des milliers et des milliers de travailleurs sont arrachés à leurs foyers pour aller rejoindre les travailleurs de la Métropole et mourir avec eux pour le profit des capitalistes.

L'"ordre", c'est-à-dire la dictature arbitraire des capitalistes, est assuré par des soldats marocains, sénégalais, la Légion et une poignée de policiers indigènes. En revanche de nombreux corps d'infanterie indochinoise sont envoyés pour défendre le même "ordre", dans toutes les possessions françaises d'Afrique, de Chine, etc...

Dans ces conditions, la répression de tout mouvement nationaliste et révolutionnaire est impitoyable. Le moindre mouvement est qualifié de "communiste" – la bourgeoisie connaît son ennemi – et aussitôt l'appareil de répression entre en action. Les prisonniers politiques sont gardés par des soldats recrutés parmi les peuplades arriérées des hautes montagnes de l'intérieur, et soumis aux pires traitements. *Les méthodes de torture* sont très "efficaces" : piqûres d'aiguilles sous les ongles, attache du "coupable" par les deux pouces du pied à un poteau où on le laisse se dessécher au soleil, ingurgitation d'eau salée pour provoquer la soif, enfoncement d'une tige de fer dans la verge, et mille autres procédés aussi sauvages, bien dignes des capitalistes. Nourris de riz mélangé à du poisson pourri, 99% des prisonniers sont ainsi réduits à la mort.

L'oppression sans phrases est combinée avec la mascarade parlementaire. Mais 40.000 Français envoient au Parlement indochinois deux fois plus de députés que 27.000.000 d'indigènes, et encore la presque totalité des candidatures électorales sont-elles choisies par le gouvernement : riches propriétaires fonciers, industriels, etc..., qui d'ailleurs n'ont souvent qu'une connaissance incomplète de la langue française. Lorsque le jeu des "combines" électorales n'arrive pas complètement à empêcher les masses travailleuses de l'Indochine; de se faire entendre, leur volonté s'exprime par l'envoi de représentants communistes, tels Tran-Van-Trach et Ta-Thu-Thau, candidats de la IVème Internationale élus à Saïgon en 1939, sous l'occupation japonaise.

Depuis quatre ans, deux camps impérialistes oppriment économiquement et nationalement le peuple indochinois. L'occupation japonaise, avec sa dictature capitaliste-féodale n'a pas permis à la classe laborieuse indochinoise d'obtenir un niveau de vie plus élevé. La classe ouvrière a été poussée frénétiquement au travail pour industrialiser l'Indochine (voies de communication, usines) ; ainsi s'est élargie la base du mouvement prolétarien et se préparent des contradictions futures plus terribles entre l'Indochine et la Métropole. Cette industrialisation n'est pas sans profiter aux capitalistes français. Ainsi la Compagnie des Tramways Indochinois continua pendant l'occupation à verser des dividendes à ses actionnaires et les Raffineries d'Indochine réalisèrent en 1941 (derniers bilans publiés) le coquet bénéfice de 9.541.158 frs.

Mais les révolutionnaires emprisonnés sont restés dans les bagnes.

Pour obtenir l'appui du peuple dans la guerre, l'impérialisme japonais a proclamé "l'indépendance" de l'Annam, en flattant ainsi l'esprit nationaliste entretenu par l'occupation étrangère. De son côté, l'impérialisme français proclame la création d'une "Union française" accordant aux Indochinois pour l'avenir et aux "élites", c'est-à-dire aux classes riches, propriétaires fonciers et capitalistes, certains droits, et l'espoir de places lucratives dans l'administration ou le gouvernement (députés). En même temps il est vrai, il fait propager l'idée que "tous les territoires ayant appartenu à leurs possesseurs naturels" doivent leur être "rendus le plus tôt possible". Et dans ce nombre... l'Indochine qui certainement, devrait *être rendue à la France*." (Déclaration de M. Fraser à l'A.F.P., 30/3/45).

Ainsi, de quelque côté qu'ils se tournent, les travailleurs indochinois ne voient que des pillards qui se réclament à grands cris de leur droit "naturel" à les mettre en coupe réglée.

La situation des Indochinois en France.

Lorsqu'en 1939 éclata la deuxième guerre de pillage mondial, 25.000 Indochinois, pour la plupart des paysans, furent arrachés à leurs foyers pour aller travailler en France dans l'industrie de guerre, poudreries et arsenaux, où ils accomplirent les travaux les plus dangereux et les plus malsains, côte à côte avec d'autres ouvriers coloniaux (arabes notamment) – 15.000 restent encore déportés en France, parce que la guerre a empêché leur rapatriement. Et l'Etat – c'est-à-dire les capitalistes – réalise sur eux de gros bénéfices.

Ces exilés vivent en camps, soumis à l'arbitraire le plus complet et à une discipline terroriste qui, comme à Bergerac, comprend souvent des sévices sanglants. Leur approvisionnement est le même en principe que celui de la population civile, mais, échappant à tout contrôle de la part des intéressés, il est "écrémé" successivement par les commandants de Légion, de Groupements, de Compagnies, puis par toute la séquelle des "sous-officiers", des chefs cuisiniers et cuisiniers, qui s'engraissent de la famine des requies.

Et tandis que, d'une année sur l'autre, les travailleurs doivent se contenter de rebuffades et de promesses, leurs dignes chefs sont en mesure de fournir vêtements et brodequins à leurs amis et connaissances.

Qu'importe qu'il gèle en hiver, et que la tuberculose (60% des morts à l'hôpital indochinois de Marseille) décime les effectifs ! L'important, pour les marchands d'esclaves, c'est que "ça rende", c'est-à-dire que la sueur et le sang des travailleurs se transforment entre leurs mains en "bon argent" et grasses richesses. Aussi pressions et vexations s'abattent sur les camps, pour pousser au rendement : diminution des rations des malades, comme à Salin-de-Giraud (Bouches du Rhône), pour les obliger à retourner sur le chantier -travail le dimanche "en prévision des jours de pluie" comme à la Société de Gadones, etc...

Et malheur à qui tombe malade ! L'hôpital le Dantec de Marseille, le "Tombeau des Indochinois", l'attend. Au train où vont les choses, d'ici quelques années, deux bateaux suffiront à rapatrier les survivants des 15.000 déportés...

Pour les travailleurs indochinois, les employeurs versent à l'Etat, pour chaque journée de travail effective, une moyenne de 65 frs. Mais celui-ci paye aux travailleurs un salaire de famine, et les oblige en même temps à déposer à la caisse d'épargne 25 à 30% de leur solde mensuelle (40 à 60 frs), économies forcées qui servent à masquer aux yeux des masses la détresse des travailleurs.

Quelle que soit la barrière que la différence de langue dresse entre travailleurs français et indochinois, cette barrière doit être franchie, car il est *indispensable aux uns et aux autres* d'unir leurs efforts contre leurs exploiters capitalistes. Les masses indochinoises – surtout annamites – possèdent une tradition révolutionnaire riche d'abnégation et d'héroïsme. L'indépendance qu'elles désirent ne saurait être obtenue par les marchandages de mandarins, liés à l'oppression populaire. Elle ne peut être que le résultat d'une lutte acharnée, impitoyable, menée contre les grandes banques, les 200 familles, bref contre les capitalistes. Et c'est précisément la lutte qu'ont à mener aussi les prolétaires français. Ceux-ci savent bien par expérience, qu'un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre, et doit s'attendre à être opprimé à son tour.

La situation des travailleurs indochinois est si terrible que les social-chauvins eux-mêmes n'ont pu garder le silence. Le CCN de la CGT les a assurés de la "solidarité ardente des travailleurs de France organisés dans la CGT".

Il faut faire une réalité de cette assurance platonique des bureaucrates chauvins (qui par ailleurs ne disent rien de l'Indochine même).

Les travailleurs indochinois exigent :

En France,

**LA LIBERATION DES TRAVAILLEURS EMPRISONNES DE BERGERAC ET DE BORDEAUX,
L'ABOLITION DES MESURES D'EXCEPTION ET DU TERRORISME DISCIPLINAIRE DANS LES CAMPS,
LE LIBRE EXERCICE DU DROIT SYNDICAL,
DES SALAIRES QUI LEUR PERMETTENT DE VIVRE**

Pour l'Indochine,

**LA TERRE AUX PAYSANS,
LES DROITS POLITIQUES ET SYNDICAUX COMPLETS POUR LES OUVRIERS ET PAYSANS,
UNE ASSEMBLEE CONSTITUANTE ELUE LIBREMENT PAR LES INDOCHINOIS AU SUFFRAGE UNIVERSEL.**

Nous, travailleurs de la Métropole, devons appuyer et soutenir entièrement ces revendications et reconnaître en même temps le droit du peuple indochinois à disposer de lui-même, y compris le droit de séparation de la Métropole (c'est-à-dire des capitalistes français).